

T'OKUP!

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 39 (automne 2003)

Oulala j'ai mal !

www.squat.net/ea

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net. *Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne*
Inscription sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

OCCUPATION DES AUBÉPINES

Questions sur l'intervention policière

Le matin du 1er août 2003, nous avons occupé la maison du Ch. des Aubépines 41 à Lausanne. La maison est vouée à la démolition et le projet immobilier est fortement critiqué par les habitant-e-s du quartier. Nous avons été évacué-e-s par la police quelques heures plus tard dans des conditions que nous dénonçons aujourd'hui:

"Interdiction" du dialogue avec le propriétaire
Peu après l'arrivée de la police sur place (aux environs de 8h), le propriétaire nous a informé depuis la rue, entouré de 2-3 policiers-ères, qu'il n'avait pas le droit de venir nous parler. Sans conteste, la police a merveilleusement joué son rôle dans la criminalisation de cette matinée. Comment la police justifie-t-elle le fait d'empêcher ce dialogue alors que nous étions prêt-e-s à un arrangement qui aurait pu éviter une procédure judiciaire?

Obstruction au travail de la presse

La police a empêché le journaliste du 24 Heures (Martine Clerc) d'approcher de la maison, alors que nous voulions lui donner notre version des faits. Une telle obstruction à la liberté de la presse n'est pas justifiable.

Le danger du toit

Nous sommes monté-e-s sur le toit pour montrer notre détermination et la légitimité de notre occupation et 5 policiers nous ont suivi. Nous étions dans une situation d'équilibriste et la présence policière provoquait un certain stress source de danger.

Les mensonges de la police

Sur le toit, nous avons négocié avec les policiers qui nous ont assuré, après avoir eu un contact par talkie walkie avec le chef de l'opération et le juge en charge de l'affaire, que si nous quittions la maison de notre plein gré, aucun contrôle d'identité ne serait effectué. Plusieurs témoins peuvent attester de cet engagement. Pourtant, une fois en bas, les policiers nous ont bloqué-e-s et embarqué-e-s au poste de police.

Les bavures et les menottes

Plusieurs d'entre-nous ont été arbitrairement menottés, alors même qu'ils ne montraient aucun signe de résistance. Après nous avoir tous assis dans les fourgons de police, le chef a ordonné qu'on nous enlève les menottes en plastique. Ce faisant, un policier muni de son couteau suisse a ouvert le bras d'une des personnes. Les policiers

n'étaient visiblement pas équipés d'outils adéquats pour sectionner ces menottes. Malgré un saignement important, ce n'est qu'au poste de police et après des appels répétés, que le blessé sera conduit au CHUV, trois heures seulement après l'accident! Une plainte pénale va être déposée contre l'auteur de cette bavure.

Les brutalités

Dans la foule de personnes qui étaient présentes en soutien autour de la maison, des personnes ont été brutalisées: certaines, appuyées sur leurs vélos ont été poussées et sont tombées, d'autres ont été prises par les cheveux pour être traînées plus loin. De même pour nous qui étions dans la maison: nous avons été traîné-e-s par terre, pincé-e-s, et frappé-e-s sur des points sensibles afin de nous séparer.

Dans la cour intérieure de l'hôtel de police où nous attendions les contrôles, un policier s'est jeté sur une personne qui voulait regarder son téléphone portable, l'immobilisant au sol avec violence (prise au bras, immobilisation totale), et frappant dans son geste une autre de nous, la faisant saigner du nez! Dans ce cas aussi, une plainte pénale va être déposée contre ce policier.

Le sexisme, les injures

Les femmes ont été traitées de "cocottes", de "p'tites", "d'hystériques". Nous dénonçons ces formes d'agression et d'humiliation utilisées spécifiquement contre les femmes.

Les matricules non données

Aucun policier, à aucun moment, n'a été d'accord de nous donner son matricule. Ils prétextaient tous et toutes de notre illégalité pour ne pas respecter les procédures qui les obligent à s'identifier.

La démission des politicien-nes

La police était seule sur le terrain, permettant de transformer le problème du squat, donc du logement, en un problème pénal uniquement. Le problème du logement est un problème politique, il doit donc être traité en tant que tel, et nous nous posons la question du désintérêt et de la démission



GENÈVE, ville laboratoire

Actuellement, deux personnes sont emprisonnées à Genève suite aux événements du G8 à Evian. L'une des personnes est détenue depuis le 4



septembre et l'autre depuis le 9. Aucune date de libération n'a été avancée, le juge ayant dans l'un des cas autorisé une détention d'un mois. Elles sont en isolement et n'ont droit à aucune visite. Leur domicile a été perquisitionné et du matériel saisi.

News. Les 2 personnes libérées le 19 sept.
Manif de soutien devant la prison de Champ-Dollon le 21 sept. (150 personnes)

Il est clair que la durée de ces détentions est disproportionnée compte tenu des délits dont on les accuse. Ces mesures extraordinaires servent à intimider les mouvements de

...suite en dernière page >>>

CIGALE: encore une descente dans un squat lausannois

Le mercredi 10 septembre 2003, à 9h00, une descente de police à eu lieu au squat de la Cigale à Lausanne. 6 agents de la police judiciaire, en civil, ainsi qu'un agent de la brigade d'intervention, ont demandé à entrer dans la maison, pour « inviter les personnes présentes à une séance de conciliation ». Avant qu'une personne leur ait ouvert la porte (les agents étaient en possession d'un mandat), des gens qui dormaient dans le salon ont été filmés par les fenêtres, de l'extérieur (les flics nieront, par la suite avoir utilisé une caméra). 7 personnes ont été contrôlées et un avis de comparution devant le juge le 26 septembre à 14h00, « comme prévenus dans le cadre d'une enquête », a été délivré à chacune. Durant l'opération, un fourgon de la brigade d'intervention ainsi que plusieurs agents attendaient dans la rue. Aucun avis de plainte n'a été signifié aux personnes présentes dans la maison à ce moment-là.

...suite en page 2 >>>

...suite en page 2 >>>

des politicien-ne-s face à cette question. La municipalité donne-t-elle carte blanche à la police? Outre le fait de ce désintéret, nous nous posons la question de la gestion du problème de la pénurie du logement par la municipalité, alors même que les personnes qui cherche une solution à cela, se trouve de nouveau sans logement et poursuivit juridiquement à la suite de l'occupation d'une maison vide.



Cette descente de police est survenue le lendemain d'une bouffe populaire à La Cigale, comme il y en a tous les mardis. C'est ainsi que parmi les personnes interpellées, certaines étaient simplement de passage. C'est un jour avant la fin de la mise à l'enquête du nouveau projet (destruction de la maison ainsi que de certains arbres, puis construction de trois bâtiments contenant des appartements à vendre) que la police à débarqué sans que, durant plus d'une année, personne n'ait accepté de parler aux occupantEs afin de trouver un arrangement à l'amiable. Le projet n'a donc pas encore été accepté qu'on leur envoie la police, plaçant 7 personnes sous la menace d'une plainte (à la suite de l'intervention nous avons appris, selon les dires de Morin, futur propriétaire, qu'une plainte pénale aurait été posée, par Favre, l'avocat représentant les propriétaires d'origine) et ce, après un silence radio de Favre de plus d'une année. Nous ne comprenons pas bien cette manière de procéder et la trouvons inhumaine. Elle vise à placer les personnes vivant dans cette maison dans une situation de chantage, où, sous menace d'une plainte, elles se verront proposer une date de départ précipitée (en effet, Morin nous a prévenu oralement, lors d'une de ses dernières visites, de prendre nos dispositions pour cet automne et le dialogue avec lui semble difficile voire impossible), ne correspondant probablement pas au début effectif des travaux et non négociable. De plus, cette descente de police, de même que celles ayant eu lieu dans les autres squats ces derniers temps (Oasis, Squat de la Cité, Tivoli, Mont-d'Or, + la répression directe et violente qu'ont subie les personnes ayant tenté d'occuper la maison du chemin des Aubépines début août), criminalise une fois de plus les squatteurs-euses et leur sympathisantEs, faisant passer à la trappe la démarche politique que constitue l'occupation de locaux vides en pleine crise du logement.

Les occupantEs de la Cigale

P. S. : Pour protester contre les expulsions et la répression contre les squats et replacer la problématique de l'autogestion du logement dans l'espace public, une promenade de solidarité avec les maisons occupées aura lieu le même jour que la séance de conciliation de la Cigale : RDV 26 SEPTEMBRE, 16H00, PARCE DE VALENCY, LAUSANNE
Pic-nique la spéculation ! Amène de quoi !

Nous demandons à la municipalité:

- 1° une position claire dans sa politique sur les squats, et plus largement sur le logement, alors même que des maisons restent vides pendant des années.
- 2° un contrôle plus rigoureux du respect du principe de proportionnalité dans les interventions policières.
- 3° que lors d'utilisation de menottes, les policiers aient sur eux les outils appropriés pour les ouvrir.
- 4° une enquête administrative sur les prises de décisions policières de ce matin 1er août en se référant aux points cités dans le texte.

Casseurs au Rôtillon

Armés de pioches et de masses, des ouvriers-casseurs à la solde de la ville de Lausanne ont détruit au début de l'été le local occupé du Green Block (ex Art-hénia) pendant l'absence des occupant e s. Suite à quoi toute la zone a été rasée par les les démolisseurs professionnels de la Sotrag (les mêmes qui ont rasé quasi tous les squats de la région, dont dernièrement le squat de la Cité). Les travaux ont eu lieu même le samedi, sur ordre de la ville, visiblement pressée d'en finir le plus vite possible. Parallèlement, cette dernière faisait couper les fournitures aux habitant e s du dernier immeuble encoee debout, qui bloquent la suite du projet par leurs oppositions. Le syndic Brélaz bêlait pendant le G8 que quand les manifestants ouvrent des vannes d'eau, "on change de niveau". A quel niveau en est-on lorsqu'on coupe ce besoin vital à tout un immeuble??? Autre casseur (de c.../d'o...), le municipal Schilt qui une fois de plus met la pommade dans la presse sur les bénéficiaires d'un contrat de prêt-à-usage "qui refusent de partir une fois le moment venu". Rappelons juste que c'est la ville qui avait résilié les baux à loyer des habitant e s, les remplaçant par un contrat de "confiance", afin de mieux pourvoir les virer plus tard... Par ailleurs, il n'y a aucune raison de partir tant que des oppositions sont en cours.

Brélaz a interdit LE PUITES

La réu pour trouver une solution sur le sort du puits avec le Syndic de Lausanne, monsieur Daniel Brélaz, (nous l'avions invité le mardi 9 sept.) n'a pas eu lieu. Il n'est pas venu. Par contre nous avons reçu l'info que le dossier du puits est entre les mains de madame Doris Cohen-Dumani. C'est à dire, la police du commerce. Le puits est de toute façon ouvert au négociations avec la municipalité (ou la police du commerce), si toute fois elle le veut bien. En attendant que les représentants veuille bien se manifester, le puits confirme sa réouverture le 27 septembre. Le collectif du puits envisage bientôt d'envoyer une feuille de soutien en format doc. à toute personne voulant soutenir le puits pour qu'il puisse encore exister. Si vous voulez de l'info par mail ou sms sur le sujet ou sur les activités qui se préparent suffit d'envoyer un mail à: lepuits@younet.ch (www.lepuits.net)

Prochaines activités

samedi 27 septembre (CABARET de la MAF manufacture des arts et du feu), jeudi 2 octobre (expo + concert etno croate)

L'ECA mine la Cité

Le squat de la Cité a été totalement rasé. Lors d'un des procès, un banderole demandait: *L'ECArnassiers feront-ils la loi?* La réponse est visiblement oui, puisque plusieurs mois après que les squatters aient quitté les lieux, les plaintes de l'Etablissement Cantonal d'Assurances contre les occupantEs n'ont pas été retirées, ni celles contre les sympathisantEs. Une consolation tout de même: les habitantEs du quartier ont redoublé d'efforts et sont parvenuEs à faire bloquer totalement le projet. On ne peut que leur souhaiter une lutte victorieuse.



Vivre ensemble 2003

En marge des festivités du bicentenaire, se tient le Festival « vivre ensemble 03 » qui propose moult films, expositions, débats, concerts, repas, reportages sur TVRL, etc. sur le thème de la migration. Mais que cachent les belles paroles de solidarité, « d'ouverture aux autres », épandues en long et en large dans le Journal d'information du festival, largement soutenu par la commune de Lausanne? Espère-t-on cacher le racisme omni-présent de nos lois (mesures de contrainte), de nos procédures de naturalisation et la chasse aux mariages blancs, ou les propositions xénophobes de nos partis politiques soi-disant respectables qui en font même leur cheval de bataille électoral, ou veut-on simplement se donner bonne conscience? A part un multiculturalisme fort sympathique mais de façade, qui parle de la situation des sans-papiers, aubaine pour de nombreux patrons? Qui parle des mesures inhumaines de renvoi, durant lesquelles plusieurs personnes ont déjà perdu la vie en Suisse ces dernières années (Khaled Abuzarifeh, Samson Chukwu)? Autre fait parlant, à Montbenon durant le sommum du festival, la documentation proposée concernait surtout l'aide au retour « volontaire », ce qui illustre effectivement bien ce qu'on entend par accueil. Evidemment on cite de célèbres intégrés, comme le riche et olympique Samaranch (en évinçant ses débuts dans l'Espagne franquiste où il fut pourtant jusqu'à ministre), cela veut tout dire... Tout en participant au festival avec un concert, les rappeurs de Renens ont ironiquement rappelé qu'ils n'ont pas attendu le bicentenaire pour vivre ensemble. Quant au musée de l'Evêché qui accueille une des expos de vivre ensemble, il a vu une petite manif du groupe « Non aux expulsions » (non_aux_expulsions@bluemail.ch) qui disait:

Non aux renvois! Nous voulons VIVRE ENSEMBLE...
... pas seulement dans un musée, ... pas seulement par des images ou par des textes, ... pas seulement à l'occasion de la célébration du Bicentenaire de l'entrée du canton de Vaud dans la Confédération helvétique

NOUVELLES FÉMINISTES DE CANCUN

Juste une première interprétation en live, pas le temps d'en dire plus pour l'instant (...). Chéquez la page: www.cancun.mediosindependientes.org (espagnol-anglais) pour avoir les infos immédiates et du mouvement.

Bonne nouvelle: nous avons pris la ville! un dizaine de campements différents, principalement des paysans et des jeunes, ont poussé dans la ville. Dans ces lieux nous nous cotoyons, CorréenNEs, MexicainEs, gringos, paysanNEs, indienNEs, étudiantEs,... avanthier ont commencé les actions et les manif, une première perturbation de trafic, ce qui est très dérangent pour le maire pour qui le principal souci pendant ces jours c'est de ne pas nuire à l'image touristique reluisante de Cancun. Hier la grande marche paysanne, arrêtée par l'habituel mur de flics protégeant la zone de sécurité. (...) Des personnes ont réussi à péter la herse, acte symbolique important, sans suite face aux kilomètres de tanks et de flics qui nous séparaient encore de la zone hôtelière ou se réunit l'omc. La marche était petite: probablement reflet de la difficulté pour les gens ici de se déplacer (fric, visa, travail...). les paysanNEs sont les plus présents, du Chiapas sont présentes environ deux-trois cent personnes, et la consigne «zapata vive la lucha sigue» domine toute les autres. Au moment de démonter la herse qui nous empêchait de passer, les flics ont tabassé, 7 personnes ont été blessées, puis un paysan coréen s'est planté au couteau dans le coeur. Geste de désespoir et de rage

qui nous plonge tous dans un état vraiment hallucinant. Aujourd'hui est un jour de deuil, contre la guerre, de commémoration du coup d'état au Chili et évidemment pour le camarade coréen. Il est très probable que les actions prennent un tournant plus radical vu la tension qui règne, assez insupportable. La ville est assiégée de flics et de militaires, entourée de barrages aux alentours, tout ça pour préserver le tourisme et la démocratie... des forums et débats ont lieu tous les jours: forum international de femmes, forum paysan et indien, atelier sur l'autonomie des femmes dans le mouvement (c'est nous!), atelier sur zapatisme et résistance, etc... en tant que féministes et lesbiennes autonomes nous faisons le constat du grand vide féministe dans le mouvement: aucun tronçon de femmes dans la manif, les féministes sont dans les ongs qui dialoguent avec l'omc... nous sommes quelques unes à nous insurger contre cette position féministe et à vouloir la porter dans la rue, alors nous tenterons d'organiser un secteur de femmes dans la manif du 13. A indymedia nous travaillons à plein et avec plein de monde, après une semaine de forum de médias indépendants ou nous avons échangé à travers de différents ateliers sur nos expériences video, fotos, presse de résistance, nous bossons maintenant de manière collective pour couvrir les événements de ces jours. demain sera le jour chaud: prise des rues! hasta la victoria siempre! Amitiés, L.

MORT DE MICHAËL

Extraits du tract distribué pendant la promenade antifasciste du 28 juin à Yverdon

Des groupes néo-fascistes ont appelé à un rassemblement dans les rues d'Yverdon le 28 juin, suite au meurtre d'un jeune, qui était sympathisant de leurs idées. (...) Notre but est de dire notre inquiétude et notre colère face à la situation actuelle: Les idées nationalistes, racistes et anti-immigrés sont affichées de plus en plus publiquement, notamment chez les jeunes de la région.

Les groupes d'extrême-droite utilisent des événements comme le meurtre d'Yverdon pour appeler à plus de répression contre les immigré-e-s et mettre en avant leur discours "identitaire" xénophobe. La violence et les discriminations quotidiennes contre les immigré-e-s sont banalisées, d'autant plus qu'ils-elles sont souvent au plus bas de l'échelle sociale.

Les élections sont de plus en plus favorables à l'extrême-droite, et malgré que la droite "modérée" domine encore le jeu électoral, ce sont de plus en plus les politiques prônées par l'extrême-droite qui sont appliquées. Des politiques d'asiles sont mises en place au niveau européen pour contrôler et ficher les immigré-e-s clandestin-e-s, tout en exploitant leur travail à bas prix et en expulsant les indésirables du marché.

Les discours et les pratiques sécuritaires sont de plus en plus utilisés par l'Etat (partis, conseil fédéral, services administratifs, police), parallèlement au démantèlement des acquis sociaux, menant vers un Etat policier. (...)

L'Etat et les patrons ont en effet intérêt à encourager la division des exploité-e-s et le défoulement contre des boucs émissaires. Cela crée l'illusion d'une communauté d'intérêt entre les patrons et les exploité-e-s suisses, et évite la remise en question du système économique capitaliste qui cause notre exploitation, la précarité, l'isolement et la frustration. (...)

Ne vaudrait-il pas mieux s'attaquer aux vraies causes de la violence?

Augmenter le nombre de flics dans les rues n'arrangera rien aux problèmes. C'est juste la voie vers plus d'arbitraire et moins de liberté pour tout le monde. Criminaliser les sans-papiers, réprimer les requérant-e-s d'asile, les cantonner en toute légalité dans une classe sociale inférieure, ne fait qu'augmenter leurs souffrances et leur précarité et c'est un crime de l'Etat.

Nous voulons une société égalitaire, sans domination ni exploitation. Aussi nous n'oublions pas que ce qui soutient le capitalisme et le fascisme, c'est le patriarcat. C'est pourquoi la violence sexiste est invisibilisée, alors qu'elle est une des violences fondamentales dans notre société.

Nous proposons donc, pour contrer la violence et le fascisme, de lutter en même temps contre le sexisme, le capitalisme et le racisme.

La solidarité entre celles et ceux qui subissent l'oppression, la lutte contre l'ignorance et l'autoritarisme, la responsabilisation de chacun-e par l'auto-organisation, l'action directe lorsque c'est nécessaire, nous semblent les meilleurs moyens de résister à la violence et au fascisme.

BERNARD NICOD et le G8

Une finesse de promoteur

"Bernard Nicod n'oublie pas qu'il a été officier de renseignements" et « a suivi toutes les manifestations des altermondialistes". Morceaux choisis de ses briantes analyses:



"Je suis allé au village alternatif pour voir comment les autorités le montaient. C'était luxueux, bien équipé. On croit rêver. depuis quand passe-t-on des accords avec des anarchistes?"

"Je suis fier de Pascal Couchepin, un conseiller fédéral tout à fait à sa place, déterminé et courageux. Rien à voir avec ces politiciens genevois, des polichinelles, des opportunistes et des hypocrites."

"On n'a pas le droit de jouer avec la police, même si elle nous emm... avec ses amendes pour 10 km/h de trop sur l'autoroute. Les politiciens ont tout fait à l'envers, des minables."

"Dans le canton de Vaud, c'est le major Bergonzoli qui a pris les choses en main. Ça c'est du solide et ça c'est le pays. Il a fait un bon boulot en arrêtant 280 personnes."

"Si j'étais commandant de police, j'ordonnerais l'arrestation immédiate de tous les encagoulés. Aller dedans! J'éprouve une grande admiration pour la police allemande. Des gens solides, pas des trouillards, pas des faux culs de politiciens qui déçoignent. Ils ont été fantastiques."

Face aux menaces: "Moi, je me marre. Je suis un homme courageux et ma carrière l'a prouvé. Je préfère le kamikaze japonais qui pète avec son avion à cet hypocrite d'Anglais qui va se pendre sous un pont d'autoroute et qui demande qu'on vienne l'aider."

"Ces gens sont vraiment des résidus de la société (bis, cf Le Matin, 30.05.2003). D'une société décadente, fruit de cette démocratie molle que nous connaissons."

"Moi, j'ai fait le Collège de Saint-Maurice, on se levait à 6 heures pour se laver sans eau chaude et servir la messe. Aujourd'hui, le professeur qui fout une paire de claques est traîné au tribunal. Le problème est grave, c'est tous les paresseux."

Citations tirées de: Le Matin, 8.06.2003



En réponse aux déclarations du promoteur Bernard Nicod, quelques dizaines de personnes ont déposé des ordures devant ses locaux à l'avenue de la Gare (communiqué du 20.06.03 sur Indymedia). Pour l'anecdote, ces locaux étaient remplis de flics anti-émeutes, ce cher monsieur ayant eu vent de la petite action. Question qu'on peut se poser: est-ce les contribuables qui ont dû payer, ou cet ex-officier de renseignement se permet-il de louer les services de la police municipale?

résistance à la globalisation néo-libérale. Au total, une cinquantaine de personnes ont été arrêtées et/ou inculpées dans toute la Suisse suite aux manifestations de Genève.

Ces arrestations s'inscrivent dans un contexte répressif très dur à Genève, qui semble être une ville laboratoire contre les futures résistances en Suisse. La répression est banalisée et la police teste des méthodes de plus en plus agressives, avec le consentement de tous les milieux politiques institutionnels. A Genève, on peut entre autre relever les faits suivants:

- Publication sur le site internet de la police de portraits de «suspects» avec appel à la délation, au mépris de la présomption d'innocence et du respect de la vie privée

- Utilisation de nouvelles armes entraînant des blessures graves (balle colorante à la gare de Cornavin en mars, grenades assourdissantes en juin)

- Intervention de policiers cagoulés et déguisés en «Black Bloc» pour perquisitionner l'Usine pendant le sommet du G8, ceci sans mandat de perquisition

- Manipulation de l'information:

A Cornavin, la police a nié pendant plusieurs jours avoir utilisé des balles colorantes, et n'a avoué qu'après qu'une plainte ait été déposée.

A l'Usine, la police a prétendu pendant 3 mois avoir eu un mandat de perquisition, fait qui a été démenti par le procureur, sans que l'intervention en elle-même ne pose problème

- Interdiction de tout rassemblement de plus de 5 personnes pendant plusieurs semaines. Actuellement, les rassemblements qui n'ont fait l'objet d'une demande d'autorisation ne sont plus tolérés.

- Proposition des autorités cantonales d'engager l'armée pour assurer le maintien de l'ordre public

- Banalisation de la violence physique et des bavures policières (En mars, des manifestantEs ont été tabassés sur les quais de la gare et dans le train. Début juin, de nombreuses personnes ont été frappées lors des manif)

De manière plus globale, on assiste à une criminalisation croissante des mouvements de résistance sociale.

- A Davos en 2003, la police a tiré sans raison des balles en caoutchouc sur un train plein de manifestantEs qui prenaient le chemin du retour.

- Au printemps 2003, le créateur d'un site internet a été inculpé pour avoir lancé un appel demandant aux soldats de refuser de servir pendant le G8.

Nous condamnons cette vague répressive qui met en danger nos libertés fondamentales et demandons la libération immédiate des personnes encore détenues.



le 16 septembre 2003
Coordination Anti-Omc

Le développement durable au service du capitalisme durable

C'est ce que se propose le Fonds Coop Naturaplan. D'après la directive approuvée par la direction générale en mai 2003, «Coop prévoit d'investir (...) dix millions de francs par an à partir de 2003 et jusqu'en 2012 au moins dans des projets centrés sur le développement durable» (le développement durable y étant défini selon trois composantes, dont l'efficacité économique).

Un des objectifs est de «renforcer encore le leadership de Coop sur le marché suisse dans le domaines (sic) de l'environnement et du commerce équitable et les stratégies de communication qui s'y rapportent».

Les critères sont notamment: «Fort potentiel en termes d'image et/ou de chiffre d'affaires», «Augmentation de la crédibilité et de la fiabilité des labels de confiance», «Contribution essentielle à l'information et à la sensibilisation des consommateurs et/ou fort impact en termes de communication». C'est clair??

ONU versus G8 ?

Après l'imposture de la taxe Tobin, nombreux sont les papes médiatiques de «l'altermondialisation» qui proposent maintenant comme gage de réalisme le transfert de pouvoir du G8 vers des instances internationales comme l'ONU (José Bové, ou plus proche de nous, Joseph Zisyadis). Cela n'est qu'une mascarade de plus.

Les membres du conseil de sécurité de l'ONU sont à peu près les mêmes que ceux qui composent le G8. Avec la prochaine intégration de la Chine et de l'Inde au G8 (parce qu'il serait ridicule de se passer de la moitié de la planète), le Conseil de sécurité y sera pratiquement dans sa totalité.

L'ONU n'a rien de démocratique, puisque les membres du conseil de sécurité ont droit de veto face aux autres membres. Les Etats-Unis ne s'étaient pas privés d'en faire usage pour ne pas répondre de leur responsabilité dans le coup d'Etat au Nicaragua dans les années 80. Créée par les gagnants de la deuxième guerre mondiale, l'ONU a été faite sur mesure pour servir les intérêts des puissances occidentales. N'ayant pas dû intervenir militairement pendant quelques décennies, elle avait encore pu présenter un semblant de neutralité aux yeux de certains.

L'histoire récente (Afrique, Balkans, Afghanistan, Irak...) illustre bien qu'en dernier recours, c'est plus la puissance militaire que le bon sens de la concertation internationale dont se targuent ces institutions qui dicte sa loi.

Quelles que soient leurs casquettes, il n'y a rien d'heureux à attendre des «grands» de ce monde.

(Et quelles que soient leurs moustaches, il n'y a rien à attendre des petits qui voudraient devenir grands)

PACE

C'est bien connu, la paix, c'est la guerre! Alors suspendez tous à vos balcons des drapeaux PISS IN THE WORLD!
Pas de justice sans paix,
pas de paix sans justice!

En ville sans ma voiture

22 septembre, "En ville sans ma voiture", ça pourrait être bien. Encore que même sans voitures entre Chauderon et Sainf (tient, c'est l'itinéraire type de Street Party!), les lausannoises venues sur les trottoirs. Il y a des conditionnements qui ne se perdent pas...

Le même week end, moins bête, un mouton est sorti du troupeau lors du défilé du comptoir suisse à travers Lausanne.

Le black bloc à la Fête du bois

Inspirés par le G8, des écoliers ont remonté leur T-shirt pour se masquer le visage en marge du traditionnel défilé qui marque la fin de l'année scolaire en juin. La police n'est pas intervenue.

Dimanche.ch aux poubelles de l'histoire. Bon débarras (ça pue!).

Réchauffement climatique

Encore un peu d'autoroutes, de voitures et de climatisations gourmandes d'énergie. Vous en reprendrez bien un peu?

Black out toute l'année!

Canicule: Nostradamus surpassé

Le groupe de hardrock allemand SCORPIONS consacré prophète pour leur tube "Black out" qui fut un de leur succès.

Ados violents

Faut-il punir les entreprises d'armements?



Francis Thévoz, ancien municipal radical, actuel candidat au conseil national

Flics violents

Faut-il punir les contribuables?

Jean-Paul II tremble pour vous

Sans commentaire...

L'armée au Comptoir

Cette année c'est l'armée qui est l'hôte de la messe de la consommation nationale. Qu'elle s'y noie! (au comptoir des caves du Comptoir)

Elections

Encore plus de panneaux publicitaires qu'en temps normal. Quel gâchis de papier.

AGENDA

23-25 octobre 2003

10 ans de l'espace autogéré

Toujours agité, jamais abattu!

Concerts, expos, films et autres...

www.squat.net/ea (Agenda)